

## **Turquie. Offensive du pouvoir contre « l'ennemi intérieur »**

Tandis que la Turquie développe une politique étrangère d'intervention tous azimuts, le régime du président Recep Tayyip Erdoğan, se livre à un assaut contre « l'ennemi intérieur », menace les droits des femmes et utilise l'arme de l'eau pour éradiquer les populations kurdes.

**JEAN MICHEL MOREL** > 14 JUILLET 2021

L'interdiction du Parti démocratique des peuples (HDP), ainsi que celle d'exercer des fonctions politiques à l'encontre de 600 de ses cadres a été demandée en mars 2021 par un procureur qui a saisi en ce sens la Cour constitutionnelle. Pour le pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, toute allusion à la « question kurde » déclenche des poursuites judiciaires. C'est ainsi qu'à Diyarbakir, dans le sud-est du pays, l'écrivaine, journaliste et militante des droits humains Nurcan Kaya est passée devant la 9<sup>e</sup> cour criminelle pour avoir posté en octobre 2014 un tweet soutenant la lutte des habitants de Kobané, contre l'organisation de l'État islamique (OEI), soulignant que ce combat ne concernait pas uniquement les Kurdes, mais aussi les démocrates arabes.

Le procureur a requis une peine de cinq ans de prison pour « propagande terroriste subversive », déclarant qu'en agissant ainsi, Nurcan Kaya avait « *publiquement justifié, loué et encouragé les méthodes contraignantes, violentes et menaçantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) et des Unités de protection du Peuple (PYG)* ».

## **UN TURC SUR CENT EN PRISON OU EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE**

Mais si la répression cible prioritairement les membres du parti prokurde ou leurs sympathisants, elle ne s'y limite pas. Dans une étude rendue publique le 26 mai 2021, l'ONG P24 Platform for Independent Journalism indique qu'au cours des quatre premiers mois de 2021, 213 journalistes ont comparu devant les tribunaux ; 20 d'entre eux ont été condamnés à un total de 57 ans et 10 mois de prison. En mai, six journalistes ont été placés en détention. Ils risquent 17 ans de prison pour avoir révélé des « secrets d'État ». Début juin, la police a placé en garde à vue deux journalistes, Ismail Dukel, le représentant d'Ankara de la chaîne Tele1, et Müyesser Yildiz du site d'information OdaTV, dans le cadre d'une enquête pour « espionnage politique et militaire ». Selon Reporters sans Frontière (RSF), avec plus de 90 % des médias sous le contrôle direct du gouvernement, la Turquie occupe la deuxième place derrière la Chine au niveau mondial en matière de répression de la presse.

Depuis juillet 2016, un décompte dressé par l'ONG Turkey Purge fait apparaître qu'environ 80 000 personnes ont été arrêtées et sont en attente de jugement ; 150 000 fonctionnaires, dont 4 000 juges et 3 000 universitaires ont été limogés ou suspendus, 20 000 militaires révoqués de l'armée.

Récemment, ce sont 104 amiraux critiquant la perspective de [la réalisation d'un « Kanal Istanbul »](#) destiné à doubler celui du Bosphore et risquant de mettre en cause la Convention de Montreux qui ont subi les foudres des autorités. La lettre que ces officiers à la retraite ont

adressée à la présidence a déclenché une enquête pour « *réunion visant à commettre un crime contre la sécurité de l'État et l'ordre constitutionnel* ». Fahrettin Altun, le responsable de la communication de la présidence turque a twitté : « *Non seulement ceux qui ont signé, mais aussi ceux qui les encouragent devront rendre des comptes devant la justice.* » Les tribunaux ne désemploient pas et, selon le Bulletin de l'Institut kurde de Paris du 11 juin 2021 rapportant les statistiques d'un récent rapport du Conseil de l'Europe, près d'un citoyen turc sur cent est soit en prison soit en liberté conditionnelle.

## **MAINMISE DES RELIGIEUX SUR L'ENSEIGNEMENT**

Ces condamnations et emprisonnements s'accompagnent d'une mainmise religieuse sur l'enseignement. Sous le pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP), plus de 20 000 mosquées ont été construites et, désormais, plus d'un million d'élèves sont scolarisés dans les lycées religieux Imam-Hatip, dont la vocation première est de former des imams et des prédicateurs.

Dans ce contexte de mise au pas de la communauté éducative le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le président Erdoğan a nommé recteur de l'université du Bosphore (classée parmi les 500 meilleurs établissements d'enseignement supérieur dans le monde) Melih Bulu, dont la seule référence est d'avoir été un ancien candidat aux élections législatives de l'AKP en 2015. Une nomination qui a déclenché une protestation des enseignants : « *Pour la première fois depuis le régime militaire de 1980,*

*un administrateur non élu et n'appartenant pas au corps enseignant de l'université a été nommé le 1<sup>er</sup> janvier 2021 à minuit comme recteur à Bogazici. Cette nomination s'inscrit dans la continuité des pratiques antidémocratiques qui vont s'aggravant sans cesse depuis 2016. Nous n'acceptons pas cette violation flagrante de l'autonomie, de la liberté scientifique et des valeurs démocratiques de notre université. »* Le nom de Bogazici s'ajoute à ceux de la vingtaine d'universités dirigées par un membre actif de l'AKP et aux 112 autres qui ont été affectées par des purges.

Durant les deux années qui ont suivi [le coup d'État manqué de juillet 2016](#), 6 081 enseignants ont été limogés. Accusés de « liens » ou « d'appartenance à un groupe terroriste », une partie d'entre eux (407, précisément) savent qu'ils ont été licenciés pour avoir signé, en janvier 2016, une pétition réclamant l'arrêt des violences dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Bien qu'acquittés à ce jour par la Cour constitutionnelle, ils restent bannis de l'enseignement supérieur.

## **DÉNIS DE DÉMOCRATIE**

Des purges qui n'ont pas épargné les députés de l'opposition. Le Parlement turc, dominé par la coalition formée par l'AKP et le Parti d'action nationaliste (MHP), a déchu de leur mandat quatre députés condamnés dans le cadre de différents procès. Enis Berberoğlu, du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche, laïque) ainsi que Leyla Güven, Musa Farisoğullari et dernièrement Ömer Faruk Gergerlioğlu du HDP, dont l'arrestation (et l'agression) au sein même du Parlement a

marqué le début du procès contre son parti, ont perdu leur mandat. Arrêtés puis relâchés, ils ne pourront plus siéger au Parlement et sont tous condamnés, en principe, à de lourdes peines de prison.

Ces dénis de démocratie s'accompagnent de différentes mesures allant toutes dans le même sens : restriction des libertés publiques, politiques de répression ou d'assimilation à l'encontre des Kurdes, des Arméniens, des Alévis et autres minorités, défense et illustration des positions les plus rétrogrades en matière d'égalité hommes-femmes. En effet, la Turquie s'est retirée de la Convention européenne adoptée en avril 2011 à... Istanbul, concernant la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes, y compris les violences conjugales et familiales, au motif que ce traité du Conseil de l'Europe, qui vise à protéger les femmes contre les agressions liées au genre, « *porter[ait] atteinte aux valeurs familiales traditionnelles* » et « *[soutiendrait] l'idéologie LGBTI+* ». Cette homophobie militante s'est de nouveau manifestée le 26 juin où, lors la marche des fiertés (interdite comme d'habitude), la police a procédé à de nombreuses interpellations « musclées » à Istanbul. Le retrait de la Convention s'inscrit dans la droite ligne des convictions islamo-conservatrices d'Erdoğan, affirmant publiquement et à plusieurs reprises dans des déclarations que la femme n'est pas l'égale de l'homme, que sa place est à la maison et qu'elle doit enfanter au moins trois enfants.

## **MAIN BASSE SUR LE CANTON D'AFRIN**

En mars 2018, la Turquie a envahi le canton kurde syrien d'Afrin. Depuis, elle procède à un nettoyage ethnique de ce territoire situé au nord d'Alep. Avant cette invasion, il était peuplé d'environ 300 000 habitants dont près de 98 % de Kurdes et il accueillait aussi, selon les statistiques de l'ONU, 125 000 déplacés internes, en grande partie des Kurdes fuyant les bombardements du régime syrien notamment dans la province d'Alep. Resté relativement à l'écart de la guerre, fertile, riche en eau et en ressources naturelles, régulièrement attaqué par des milices syriennes islamistes et djihadistes, le canton était géré par une administration locale kurde élue par la population et sa sécurité était assurée par une milice d'autodéfense formée de jeunes hommes et de jeunes filles. Les femmes occupaient une place éminente dans les instances politiques et militaires du canton où l'enseignement faisait une large place à la langue kurde réprimée sous la dictature des Assad.